



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

EDITION SPECIALE

n° 22 du 30 juin 2008

Le recueil peut être consulté :

* sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

* aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 1^{er} juillet 2008

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	444
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	444
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES	444
Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières	444
Arrêté FC 0801 du 27 juin 2008 portant délégation de signature de la personne représentant le pouvoir adjudicateur - Commission d'appel d'offres chargée de donner un avis sur les projets d'avenant n° 6 au marché de maîtrise d'œuvre et sur les projets d'avenant n° 2 au lot 1, n° 2 au lot 2 et n° 3 au lot 6, relatifs aux marchés de travaux, dans le cadre de l'opération de l'extension et de la restructuration des locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et sur le projet d'avenant n° 1 au marché de maîtrise d'œuvre dans le cadre de l'opération de remplacement des menuiseries extérieures des bâtiments H et P et de la réfection de la toiture du bâtiment P à la Cité Administrative de Nancy	444
Arrêté n° 08.BMSSE.46 bis du 30 juin 2008 portant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes - Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénale et administratives	444
Arrêté n° 08.BMSSE.48 du 30 juin 2008 portant modification de l'arrêté portant délégations d'ingénierie publique	445
Arrêté n° 08.BMSSE.51 du 30 juin 2008 organisant la délégation de suppléance du préfet de Meurthe-et-Moselle.....	445
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	446
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....	446
Service santé - environnement	446
Convention interdépartementale de coordination des achats pour le marché public de l'Etat du 20 juin 2008 relatif aux prestations de prélèvements et d'analyses des eaux destinées à la consommation humaine et des eaux de loisirs dans le cadre du contrôle sanitaire effectué par l'Etat dans les départements de la Lorraine	446
Arrêté n° 399/2008/DDASS du 25 juin 2008 portant délégation de signature en faveur de Madame Annie MOLON, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales des Vosges, pour le marché public de l'Etat relatif aux prestations de prélèvements et d'analyses des eaux destinées à la consommation humaine et des eaux de loisirs dans le cadre du contrôle sanitaire effectué par l'Etat dans les départements de la région Lorraine.....	446
Arrêté n° 400/2008/DDASS du 25 juin 2008 portant composition de la commission d'appel d'offres pour le marché public de l'Etat relatif aux prestations de prélèvements et d'analyses des eaux destinées à la consommation humaine et des eaux de loisirs dans le cadre du contrôle sanitaire effectué par l'Etat dans les départements de la région Lorraine	446

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****Direction du développement durable et des politiques interministérielles***Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières*

Arrêté FC 0801 du 27 juin 2008 portant délégation de signature de la personne représentant le pouvoir adjudicateur - Commission d'appel d'offres chargée de donner un avis sur les projets d'avenant n° 6 au marché de maîtrise d'œuvre et sur les projets d'avenant n° 2 au lot 1, n° 2 au lot 2 et n° 3 au lot 6, relatifs aux marchés de travaux, dans le cadre de l'opération de l'extension et de la restructuration des locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et sur le projet d'avenant n° 1 au marché de maîtrise d'œuvre dans le cadre de l'opération de remplacement des menuiseries extérieures des bâtiments H et P et de la réfection de la toiture du bâtiment P à la Cité Administrative de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2005-654 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés publics et notamment ses articles 2 et 21 ;

Vu le décret du Président de la République en conseil des ministres du 18 juillet 2007 nommant M. Hugues PARANT, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le marché de maîtrise d'œuvre n° 02 00001 209 54 70 passé le 2 août 2002 avec l'entreprise TOURNIER ET ASSOCIES en vue de la réalisation des travaux d'extension et de restructuration des locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

Vu les marchés de travaux passés le 8 décembre 2006 avec les entreprises France LANORD ET BICHATON (marché n° 06 00001 209 54 70) pour le lot 1 (gros œuvre), TECHNI-PLAFOND ET ROUSSEAU ET FILS (marché n° 06 00002 209 54 70) pour le lot n°2 (plâtrerie, plafonds, peinture) et INEO EST (marché n° 06 00006 209 54 70) pour le lot n° 6 (électricité) ;

Vu le marché de maîtrise d'œuvre passé le 9 mai 2005 avec le bureau d'étude BECSI-EIC en vue de la réalisation de travaux de remplacement des menuiseries extérieures des bâtiments H et P et de la réfection de la toiture du bâtiment P à la Cité Administrative de Nancy ;

Vu les rapports de présentation du conducteur d'opération du 23 juin 2008 proposant la passation de cinq avenants à ces marchés en vue de la réévaluation de la rémunération de maîtrise d'œuvre et de travaux consécutive à des prestations supplémentaires ;

Considérant que l'augmentation proposée justifie l'examen des avenants par la commission d'appel d'offres ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation est donnée à Madame Sophie ROUSSAUX, attachée d'administration, chargée de la commande publique, à l'effet de présider la séance de la commission d'appel d'offres chargée de donner un avis sur l'avenant n°6 au marché de maîtrise d'œuvre, les avenants n°2 au lot 1, n°2 au lot 2 et n°3 au lot 6, relatifs aux marchés de travaux, dans le cadre de l'opération de l'extension et de la restructuration des locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et sur l'avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre dans le cadre de l'opération de remplacement des menuiseries extérieures des bâtiments H et P et de la réfection de la toiture du bâtiment P à la Cité Administrative de Nancy, et de signer les procès-verbaux et documents annexes.

Art. 2 : La séance de cette commission se déroulera à la préfecture le mardi 8 juillet 2008 à partir de 9h30 à la salle de la Bibliothèque (2^e étage. Entrée rue Préfet Claude Erignac.)

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 27 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Arrêté n° 08.BMSSE.46 bis du 30 juin 2008 portant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes - Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénale et administratives

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code de la route ;

Vu le code du domaine de l'Etat ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu le code de procédure pénale ;

Vu le code pénal ;

Vu le code de procédure civile ;

Vu le code civil ;

Vu la loi N°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et les départements et notamment son article 45 ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret N° 2006-634 du 16 mars 2006 portant création et organisation des directions interdépartementales des routes ;

Vu le décret N° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté du 24 janvier 2008 du ministre des Transports, de l'équipement, du Tourisme et de la Mer, nommant Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes - Est à compter du 1^{er} février 2008 ;

Vu l'arrêté du 07 juillet 2006 du préfet coordonnateur des itinéraires routiers portant organisation de la direction interdépartementale des routes - Est ;

Vu la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

Vu les arrêtés préfectoraux pris en application de la circulaire modifiée n°79-99 du 16 octobre 1979 relative à l'occupation du domaine public routier national ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : En ce qui concerne le département de Meurthe-et-Moselle, délégation de signature est donnée à Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes - Est, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences, toutes décisions et autorisations relatives à :

Code	Nature des délégations	Textes de référence
	A - Police de la circulation	
	Mesures d'ordre général	
A.1	Interdiction et réglementation de la circulation à l'occasion de travaux routiers.	Art. R 411-5 et R 411-9 du CDR
A.2	Police de la circulation (hors autoroute) (hors travaux).	
A.3	Délivrance des permis de stationnement hors agglomération. Avis sur les permis de stationnement délivrés par les maires en agglomération.	Art. L 113-2 du code de la voirie routière
	Circulation sur les autoroutes	
A.4	Police de la circulation sur les autoroutes (hors travaux).	Art. R 411-9 du CDR
A.5	Autorisation de circulation de matériels de travaux publics sur autoroute.	Art. R 421-2 du CDR
A.6	Dérogation temporaire ou permanente aux règles d'interdiction d'accès aux autoroutes non concédées (et voies express) à certains matériels et au personnel nécessaires à l'exécution de travaux et appartenant à la DIR-Est, à d'autres services publics ou à des entreprises privées	Art. R 432-7 du CDR
	Signalisation	
A.7	Désignation des intersections dans lesquelles le passage des véhicules est organisé par des feux de signalisation lumineux ou par une signalisation spécifique.	Art. R 411-7 du CDR
A.8	Autorisation d'implantation de signaux d'indication pour les associations et organisme sans but lucratif.	Art. R 418-3 du CDR
A.9	Dérogation à l'interdiction de publicité sur aires de stationnement et de service.	Art. R 418-5 du CDR
	Mesures portant sur les routes classées à grande circulation	
A.10	Délimitation du périmètre des zones 30 sur les routes à grande circulation.	Art. R 411-4 du CDR
A.11	Avis sur arrêtés du maire pris en application de l'alinéa 2 de l'article R 411-8 du code de la route lorsqu'ils intéressent une route classée à grande circulation.	Art. R 411-8 du CDR
	Barrière de dégel - Circulation sur les ponts - Pollution	
A.12	Etablissement et réglementation des barrières de dégel sur les routes nationales, et autorisation de circuler malgré une barrière de dégel.	Art. R 411-20 du CDR
A.13	Réglementation de la circulation sur les ponts.	Art. R 422-4 du CDR
	B - Police de la conservation du domaine public et répression de la publicité	
B.1	Commissionnement des agents de l'équipement habilités à dresser procès verbal pour relever certaines infractions à la police de conservation du domaine public routier et certaines contraventions au code de la route.	Art. L 116-1 et s. du code de la voirie routière, et 130-4 code route. Arrêté du 15/02/1963
B.2	Répression de la publicité illégale.	Art. R 418-9 du CDR
	C - Gestion du domaine public routier national	
C.1	Permissions de voirie.	Code du domaine de l'Etat - Article R53
C.2	Permission de voirie : cas particuliers pour : - les ouvrages de transport et de distribution d'énergie électrique - les ouvrages de transport et distribution de gaz - les ouvrages de télécommunication - la pose de canalisation d'eau, de gaz, d'assainissement.	Code de la voirie routière - Articles L113.2 à L113.7 et R113.2 à R113.11, Circ. N° 80 du 24/12/66, Circ. N° 69-11 du 21/01/69, Circ. N° 51 du 09/10/68
C.3	Pour les autorisations concernant l'implantation de distributeurs de carburants ou de pistes d'accès aux distributeurs sur le domaine public et sur terrain privé.	Circ. TP N° 46 du 05/06/56 - N° 45 du 27/03/58, Circ.

		interministérielle N° 71-79 du 26/07/71 et N° 71-85 du 26/08/71, Circ. TP N° 62 du 06/05/54 - N° 5 du 12/01/55 - N° 66 du 24/08/60 - N° 60 du 27/06/61, Circ. N° 69-113 du 06/11/69, Circ. N° 5 du 12/01/55, Circ. N° 86 du 12/12/60
C.4	Délivrance, renouvellement et retrait des autorisations d'emprunt ou de traversées à niveau des routes nationales par des voies ferrées industrielles.	Circ. N° 50 du 09/10/68
C.5	Dérogations interdisant la pose, à l'intérieur des emprises des autoroutes, de canalisations aériennes ou souterraines longitudinales.	Code de la voirie routière - Article R122.5
C.6	Approbation d'opérations domaniales.	Arrêté du 04/08/48 et Arrêté du 23/12/70
C.7	Délivrance des alignements et reconnaissance des limites des routes nationales.	Code de la voirie routière - Articles L112.1 à L 112.7 et R112.1 à R112.3
C.8	Conventions relatives à la traversée du domaine public autoroutier non concédé par une ligne électrique aérienne.	Décret N°56.1425 du 27/12/56, Circ. N°81-13 du 20/02/81
C.9	Convention de concession des aires de services.	Circ. N°78-108 du 23/08/78, Circ. N°91-01 du 21/01/91, Circ. N°2001-17 du 05/03/01
C.10	Convention d'entretien et d'exploitation entre l'Etat et un tiers.	
C.11	Avis sur autorisation de circulation pour les transports exceptionnels et pour les ensembles de véhicules comportant plus d'une remorque.	Art.8 arr. 4 mai 2006
C.12	Signature des transactions : protocoles d'accord amiable pour le règlement des dégâts au domaine public routier, des dommages de travaux public, des défauts d'entretien et des accidents de la circulation.	Article 2044 et suivants du code de procédure civile
C.13	Autorisation d'entreprendre les travaux.	Arrêté préfectoral pris en application de la circulaire modifiée n°79-99 du 16 octobre 1979 relative à l'occupation du domaine public routier national
	D – Représentation devant les juridictions	
D.1	Coordination et représentation de l'état dans les procédures d'expertises judiciaires sur les parties du réseau routier national de leur ressort.	Circulaire du 23 janvier 2007 du Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
D.2	Actes de plaidoirie et présentation des observations orales prononcées au nom de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives sous réserve des obligations de représentation obligatoire par avocat, y compris ceux liés aux mesures d'expertise.	Code de justice administrative, code de procédure civile et code de procédure pénale

Art. 2 : Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes – Est, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

Art. 3 : Demeurent réservées à la signature de monsieur le Préfet, les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au premier ministre aux ministres (cabinet)
- aux parlementaires
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- au préfet de région et au président du conseil régional
- au président du conseil général
- au président de la communauté urbaine du Grand Nancy

Art. 4 : L'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.36 du 6 juin 2008 portant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ est abrogé.

Art. 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture et Monsieur le directeur interdépartemental des routes Est, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation est adressée à Monsieur le directeur départemental de l'Équipement et Monsieur le Trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle, pour information.

Le présent arrêté sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture

Nancy, le 30 juin 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté n° 08.BMSSE.48 du 30 juin 2008 portant modification de l'arrêté portant délégations d'ingénierie publique

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU le règlement européen n°1422/2007 de la Commission européenne du 4 décembre 2007 fixant de nouveaux seuils de passation des marchés publics pour la période allant du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2009 ;

VU le code des Marchés Publics ;

VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

VU la loi n°2001-1168 du 11 décembre 2001 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier, et notamment son article premier ;

VU le décret n°67-278 du 30 mars 1967 relatif à l'organisation et aux attributions des services départementaux et régionaux du ministère de l'équipement ;

VU le décret n°82-627 du 21 juillet 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets sur les services de la navigation ;

VU le décret n°2000-257 du 15 mars 2000 relatif à la rémunération des prestations d'ingénierie réalisées au profit de tiers par certains services des ministères de l'équipement et de l'agriculture ;

VU le décret n°2003 du 14 novembre 2003 relatif aux attributions et à l'organisation des directions départementales de l'agriculture et de la forêt ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 45 ;

VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU l'arrêté du 18 décembre 2002 du ministre de l'équipement, des transports et du logement nommant Monsieur François HURSON directeur du centre d'études techniques de l'équipement de l'Est à compter du 1^{er} février 2003 ;

VU l'arrêté du 26 août 2004 du ministre de l'agriculture et de la pêche nommant Monsieur Yves ROYER directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de la Meurthe-et-Moselle à compter du 30 août 2004 ;

VU l'arrêté du 11 octobre 2005 du ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer nommant Monsieur Jean-Philippe MORETAU chef du service de la navigation du Nord-Est à compter du 2 novembre 2005 ;

VU l'arrêté du 16 février 2007 du ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer nommant Monsieur Michel MARTY directeur départemental de l'équipement de la Meurthe-et-Moselle à compter du 19 février 2007 ;

VU la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRÊTE

Art. 1^{er} : L'arrêté préfectoral n°08.BMSSE.04 du 2 juin 2008 portant délégations d'ingénierie publique à M.MARTY, directeur départemental de l'équipement, M. MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est, M.ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et M. HURSON, directeur du centre d'études techniques de l'équipement de l'Est est modifié comme suit : le seuil de 230 000 euros HT inscrit aux articles 1, 2, 3 et 4 est remplacé par le seuil de 206 000 euros HT.

Le reste sans changement.

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Messieurs MARTY, MORETAU, ROYER et HURSON, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 juin 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté n° 08.BMSSE.51 du 30 juin 2008 organisant la délégation de suppléance du préfet de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

Vu la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu l'article 22 II de la loi 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires et précisant l'action du sous-préfet d'arrondissement, modifiée par la loi 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 10 mars 2005, nommant Monsieur Philippe RONSSIN sous-préfet de l'arrondissement de Briey ;

Vu le décret du président de la République en date du 28 juillet 2006 nommant Monsieur Jérôme NORMAND en qualité de sous-préfet, chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 11 septembre 2006 nommant Monsieur Jacques RANCHÈRE en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 14 mars 2007 nommant Monsieur Jean-Michel MOUGARD secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : En cas d'absence ou d'empêchement du Préfet de Meurthe-et-Moselle, Monsieur Jean-Michel MOUGARD, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle assure la suppléance du préfet.

En cas d'absence simultanée du préfet de Meurthe-et-Moselle et de Monsieur Jean-Michel MOUGARD, secrétaire général de la préfecture, la suppléance du préfet est assurée par Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de Briey.

En cas d'absence simultanée du préfet de Meurthe-et-Moselle, de Monsieur Jean-Michel MOUGARD, secrétaire général et de Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de Briey, la suppléance du préfet est assurée par Monsieur Jérôme NORMAND, sous-préfet chargé de mission pour la politique de la ville auprès du préfet.

En cas d'absence simultanée de ceux-ci, la suppléance du préfet est assurée par Monsieur Jacques RANCHÈRE, directeur de cabinet.

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Messieurs Philippe RONSSIN, sous-préfet de Briey, Jérôme NORMAND, sous-préfet chargé de mission pour la politique de la ville, et Jacques RANCHÈRE, directeur de cabinet, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 juin 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

Direction départementale des affaires sanitaires et sociales Service santé - environnement

Convention interdépartementale de coordination des achats pour le marché public de l'Etat du 20 juin 2008 relatif aux prestations de prélèvements et d'analyses des eaux destinées à la consommation humaine et des eaux de loisirs dans le cadre du contrôle sanitaire effectué par l'Etat dans les départements de la Lorraine

Vu le code des marchés publics et notamment ses articles 7 et 21 ;

Vu le code de santé publique et notamment ses articles L.1321-5, L. 1332-6 et L. 1332-9

Entre les Préfets des départements Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle et Vosges

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Les préfets des départements de la région Lorraine, qui sont compétents au titre des articles L. 1321-5, L. 1332-6 et L. 1332-9 du code de la santé publique pour passer le marché public de l'Etat relatif au sanitaire des eaux, décident par la présente de coordonner, conformément aux dispositions de l'article 7 du code des marchés publics, la procédure de passation des marchés publics susvisés.

Article 2 : En application de l'article 7 du code des marchés publics qui autorise les services à organiser librement les modalités de cette coordination, les préfets des départements de la région Lorraine décident de confier au Préfet des Vosges, la mission de mener la procédure de passation du marché.

Article 3 : Le Préfet des Vosges, en sa qualité de coordonnateur, est chargé d'organiser la procédure de consultation relative à la passation du marché public de l'Etat relatif au contrôle sanitaire des eaux au nom et pour le compte des préfets des départements de la région Lorraine. Ces derniers signeront, notifieront et exécuteront, à l'issue de cette consultation, les lots qui les concernent.

Le marché considéré prendra la forme d'un marché alloti à bons de commande d'une durée d'un an reconductible trois fois et sera passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert.

Une Commission d'Appel d'Offres spécifique sera constituée et présidée par le Préfet des Vosges, en sa qualité de coordonnateur. Un arrêté en fixera la composition et les modalités de fonctionnement, conformément aux dispositions de l'article 21 du code des marchés publics.

Article 4 : Afin d'organiser la consultation relative à la passation du présent marché le Préfet coordonnateur effectuera les tâches suivantes :

- Elaboration du dossier de consultation des entreprises (DCE) avec le concours des services Santé-Environnement des DDASS de Lorraine ;
- Validation du DCE ;
- Envoi de l'avis d'appel public à la concurrence (AAPC) à la publication ;
- Réponses aux questions posées par les candidats ;
- Réception des offres des candidats ;
- Ouverture des premières enveloppes contenant les candidatures ;
- Examen des candidatures ;
- Organisation, convocation et secrétariat de la première réunion de la CAO spécifique ;
- Signature de la décision d'admission des candidats ;
- Analyse des offres et rédaction du rapport d'analyse des offres en collaboration avec les DDASS des différents départements concernés ;
- Organisation, convocation et secrétariat de la deuxième réunion de la CAO spécifique ;

- Mise au point du marché, si besoin ;

- Signature et envoi des lettres de rejet aux candidats non retenus ;

- Envoi de l'avis d'attribution.

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, Madame Annie MOLON, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales des Vosges, bénéficiera d'une délégation, consentie par le préfet des Vosges, en sa qualité de coordonnateur, pour signer tous documents relatifs à la passation du présent marché, à l'exclusion du choix de l'attributaire et de la signature des lots.

Article 5 : La présente convention de coordination des achats est conclue pour toute la durée de la procédure de passation du présent marché jusqu'à la signature, celle-ci devant expirer avant le 31 décembre 2008.

Article 6 : Chacune des parties s'engage à respecter les stipulations de la présente convention qui sera publiée aux recueils des actes administratifs de chacun des départements de la région Lorraine.

Fait à Epinal, le 20 juin 2008, en 6 exemplaires originaux,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle, Lu et approuvé, Hugues PARANT	Le Préfet de la Région Lorraine, Préfet de la Moselle, Lu et approuvé, Bernard NIQUET
Le Préfet de la Meuse, Lu et approuvé, Evence RICHARD	Le Préfet des Vosges, Coordonnateur, Lu et approuvé, Albert DUPUY

Arrêté n° 399/2008/DDASS du 25 juin 2008 portant délégation de signature en faveur de Madame Annie MOLON, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales des Vosges, pour le marché public de l'Etat relatif aux prestations de prélèvements et d'analyses des eaux destinées à la consommation humaine et des eaux de loisirs dans le cadre du contrôle sanitaire effectué par l'Etat dans les départements de la région Lorraine

Le Préfet des Vosges

VU le code des marchés publics et notamment ses articles 7 et 21 ;

VU le code de santé publique et notamment ses articles L.1321-5, L. 1332-6 et L. 1332-9 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 9 juillet 2007 portant nomination de Monsieur Albert DUPUY, Préfet des Vosges ;

VU l'arrêté ministériel du 1^{er} août 2006 nommant Madame Annie MOLON, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales des Vosges ;

VU l'arrêté préfectoral 2229/2007 portant délégation de signature pour les attributions du représentant du Pouvoir Adjudicateur à Mme la directrice de la DDASS ;

VU la Convention interdépartementale de coordination des achats pour le marché public de l'Etat relatif aux prestations de prélèvements et d'analyses des eaux destinées à la consommation humaine et des eaux de loisirs dans le cadre du contrôle sanitaire effectué par l'Etat dans les départements de la région Lorraine en date du 20 juin 2008 publiée aux recueils des actes administratifs de chacun des départements de la région Lorraine ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture des Vosges,

ARRETE

Article 1er : Délégation est donnée à Madame Annie MOLON, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales des Vosges à l'effet de signer tous documents relatifs à la passation du marché public d'analyse des eaux, à l'exclusion du choix de l'attributaire et de la signature des lots, qui seront soumis à la signature des préfets concernés ou à celle de leur représentant.

Article 2 : Cette délégation est limitée à la durée de la passation dudit marché. Elle ne pourra en aucun cas se prolonger au-delà.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme MOLON, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales des Vosges, délégation est donnée à Mme Anne HUBERT, inspectrice principale des affaires sanitaires et sociales et Mlle Cécile BROUILLARD, ingénieur du génie sanitaire, à l'effet de signer, au nom du préfet, l'ensemble des actes mentionnés à l'article 1er ci-dessus.

Article 4 : Madame la Secrétaire Générale de la préfecture des Vosges et Madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales des Vosges sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Vosges.

Epinal, le 25 juin 2008

Le Préfet,
Albert DUPUY

Arrêté n° 400/2008/DDASS du 25 juin 2008 portant composition de la commission d'appel d'offres pour le marché public de l'Etat relatif aux prestations de prélèvements et d'analyses des eaux destinées à la consommation humaine et des eaux de loisirs dans le cadre du contrôle sanitaire effectué par l'Etat dans les départements de la région Lorraine

Le Préfet des Vosges

VU le code des marchés publics et notamment ses articles 7 et 21 ;

VU le code de santé publique et notamment ses articles L.1321-5, L. 1332-6 et L. 1332-9 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 9 juillet 2007 portant nomination de Monsieur Albert DUPUY, Préfet des Vosges ;

VU l'arrêté ministériel du 1^{er} août 2006 nommant Madame Annie MOLON, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales des Vosges ;

VU la Convention interdépartementale de coordination des achats pour le marché public de l'Etat relatif aux prestations de prélèvements et d'analyses des eaux destinées à la consommation humaine et de loisirs dans le cadre du contrôle sanitaire effectué par l'Etat dans les départements de la région Lorraine en date du 20 juin 2008 publiée aux recueils des actes administratifs de chacun des départements de la région Lorraine ;

VU l'arrêté n° 399/2008/DDASS portant délégation de signature en faveur de Madame Annie MOLON, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales des Vosges pour le marché public de l'Etat relatif aux prestations de prélèvements et d'analyses des eaux destinées à la consommation humaine et de loisirs dans le cadre du contrôle sanitaire effectué par l'Etat dans les départements de la région Lorraine,

Sur proposition de Madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales

ARRETE

Article 1^{er} : Il est institué, pour le marché public de l'Etat relatif au contrôle sanitaire des eaux en Lorraine pour lesquels les préfets des départements sont compétents, une commission d'appel d'offres spécifique, conformément à l'article 21 du code des marchés publics.

Article 2 : La composition de la commission d'appel d'offres est fixée comme suit :

- le Préfet de Meurthe et Moselle ou son représentant, membre à voix délibérative

- le Préfet de la Meuse ou son représentant, membre à voix délibérative

- le Préfet de la Moselle ou son représentant, membre à voix délibérative

- le Préfet des Vosges ou son représentant, membre à voix délibérative
Monsieur le Préfet des Vosges en sa qualité de coordonnateur de la passation du présent marché préside la commission.

- la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle ou son représentant ; membre à voix délibérative

- la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Meuse ou son représentant ; membre à voix délibérative

- la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Moselle ou son représentant ; membre à voix délibérative

- la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales des Vosges ou son représentant ; membre à voix délibérative

- un représentant de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, membre à voix consultative

- la directrice régionale des affaires sanitaires et sociales de Lorraine ou son représentant, membre à voix consultative

Article 3 : La commission fixée ci-dessus fonctionnera selon les principes généraux suivants.

Délégation est donnée à Madame Annie MOLON, Directrice départementale des affaires sanitaires et sociales des Vosges, à l'effet de signer tous documents relatifs à la passation du présent marché à l'exclusion du choix de l'attributaire et de la signature des lots, qui seront soumis à la signature des Préfets concernés ou à celle de leur représentant.

Le secrétariat de la commission est assuré par la DDASS des Vosges.

Les convocations aux réunions de la commission sont adressées à leurs membres au moins cinq jours francs avant la date prévue pour la réunion, par le secrétariat de la commission.

Le quorum est atteint lorsque plus de la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents pour que la commission puisse valablement siéger.

Les avis sont pris à la majorité simple des membres présents, en cas de partage des voix, la voix du Président est prépondérante.

Le secrétariat de la commission d'appel d'offres dresse le procès-verbal des réunions. Chaque membre présent signe le PV et peut, le cas échéant, y porter ses observations.

Article 4 : La commission a un rôle consultatif. A cet effet, elle est chargée de :

- proposer l'admission des candidats ;

- ouvrir les secondes enveloppes contenant les offres ;

- émettre une proposition de classement des offres.

Article 5 : Le choix de l'attributaire et la signature des lots seront soumis à la signature des Préfets concernés ou à celle de leur représentant.

Article 6 : Monsieur le Préfet des Vosges et Madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales des Vosges, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de chacun des départements de la Lorraine.

Epinal, le 25 juin 2008

Le Préfet,
Albert DUPUY

